

Trop de mesures en même temps provoque forcément un effet panique pour les agents. Bien entendu, les agents de la DGFIP font leur travail et continueront de le faire. Mais où et comment ?

La géographie revisitée amène des changements très importants. Y compris pour les services 'accueillants' c'est à dire ceux qu'on considère comme non-impactés. A partir de quand allons-nous voir partir nos collègues du SIE? Quand devons-nous accueillir nos collègues de l'autre SIP? Qui va venir? Les places seront-elles décidées à la courte paille? La visibilité pour les agents est délicate, inexistante pour les A.

On nous parle de CVT, on est en plein dans le malaise des cadres selon moi. Le calendrier des ouvertures des EFS se concentre et nous ne savons toujours pas quoi faire.

S'il n'y a pas de volontaires (ce qui est fort probable compte tenu de l'implantation légèrement anxiogène de certains EFS et de la quasi non reconnaissance financière de l'effort), est-ce toujours les mêmes qui vont devoir s'y coller?

Sur les conditions d'exercice, peut-être serait-il temps de réellement investir dans des travaux d'ampleur pour des locaux sans amiante, avec du vrai chauffage, un système électrique qui ne tombe pas en panne chaque semaine, un clim pour éviter de crever de chaud l'été, et soyons fous, des panneaux solaires sur le toit pour faire fonctionner tout ça et être dans les clous de la politique verte. Ce serait un vrai signe de modernité., qui permettrait de faire une belle inauguration et de belles photos en une d'Ulysse. Sur les mutations, de vraies inquiétudes pour les gens qui veulent partir en province. Devront-ils accepter un poste dont personne ne veut pour rentrer chez eux? Seront-ils obligés d'apprendre un nouveau boulot?

Y aura t'il encore des réseaux dans les départements?

Grosse question enfin sur la mission recouvrement. Actuellement on nous vend une baisse d'activité, ce qui n'est pas faux.

On oublie un peu la pression des statistiques sur les gracieux, les contentieux, mais également les appels téléphoniques, les contacts électroniques que nous encourageons et qui prennent de plus en plus de temps, sans oublier le guichet car qui dit poursuites dit contribuables qui se déplacent. La mission recouvrement n'est pas morte et tant que l'Etat aura besoin d'argent elle subsistera.

Mais tout le monde a bien vu les fiches de poste 'Mission préfiguration France Recouvrement' sur Ulysse. A quand un EPIC recouvrement? Pourra-t-on conserver nos emplois? Faudra t'il se reclasser la aussi?

A force d'avance masqué, on finit par créer de la méfiance.